

Débat public Cigéo/stockage souterrain de déchets nucléaires à BURE :

Avril 2013

y participer ou non ?

1994, les conseillers généraux de Meuse et Haute-Marne mettaient le doigt dans l'engrenage de l'enfouissement des déchets nucléaires de Haute et Moyenne Activité à Vie Longue Activité dans leur sous-sol. La thèse officielle du "laboratoire de recherches géologiques, mais pas de déchets radioactifs chez vous" s'est transformée en Cigéo, "centre industriel de stockage géologique" imminent.

2013. Depuis près de 20 ans les populations de ces deux départements sont confrontées à une main-mise sur leur territoire de vie, orchestrée par les opérateurs du stockage nucléaire au sein d'un long processus qui :

- **vend**, sous couvert de recherche géologique, avancée scientifique et prouesses technologiques une immense décharge atomique appelée à fuir un jour,
- **anesthésie** le bon sens de nos élus et des structures locales avec des millions d'euros (argent public),
- **minimise** et nie les risques graves spécifiques à la grande profondeur, levés par des experts indépendants,
- **délivre au compte-goutte** la réalité : un immense site d'entreposage nucléaire séculaire en surface, entre 4 villages du sud-meusien, sera le prélude au stockage souterrain,
- **joue la non-information** totale quant aux risques réels et aux nuisances que vont subir les riverains (rejets radioactifs, dangers des multiples transports de matières nucléaires, impact négatif sur l'économie locale, dépréciation des biens, transformation profonde de l'identité du territoire, etc.),
- **pratique** une véritable politique du chantage au développement économique, à "l'excellence et au développement durable" et au sens du sacrifice des riverains,
- **cache** l'enjeu majeur de l'enfouissement définitif des pires déchets nucléaires, à savoir la poursuite absurde d'un programme électro-nucléaire abusivement qualifié de "propre et pas cher".

Même si la région est prise dans un piège redoutable, les déchets nucléaires ne sont pas encore arrivés. Il est temps toujours de dire ce que l'on en pense, de le faire savoir, de demander des comptes... mais surtout pas, selon nous, au sein du débat public qui s'annonce du 15 mai au 31 juillet et du 1^{er} septembre au 15 octobre 2013.

Jamais aucune possibilité n'a été offerte aux habitants locaux et aux citoyens français de choisir et de peser sur leur destin.

Les arguments développés sur les risques majeurs que présente l'enfouissement de ces déchets nucléaires n'ont pas trouvé de relais auprès des élus qui se succèdent tant au plan local que national.

45 000 électeurs Hauts-Marnais et Meusiens ont demandé en 2005 la tenue d'un référendum pour donner leur avis. Démarche classée sans suite par les élus des deux départements. Des recours juridiques ont été déposés, rejetés sans appel.

Faire croire maintenant que le moment est arrivé de "débattre" est un piège de plus.

Le débat public national de 2005 sur la gestion des déchets nucléaires mettait en avant la préférence pour l'étude du maintien de ceux-ci en surface, la loi qui a suivi en 2006 n'a retenu que l'enfouissement... à Bure. Nous en avons vite conclu que le débat public n'intègre pas de pouvoir décisionnel citoyen.

Celui de 2013 est clairement annoncé comme une campagne d'information sur Cigéo. En présupposé, sa finalité, enfouir, est acquise pour le gouvernement.

Il arrive, alors que le projet est déjà en phase de conception industrielle et que l'Andra, seul maître à bord, ne remet rien en question, malgré toutes les incertitudes majeures sur le sous-sol, les failles et risques mis en évidence par des analyses critiques indépendantes.

Le déroulé ? Un temps d'information massive via diverses actions pilotées par l'Andra et la Commission Particulière du Débat Public mais... pas la moindre décision collective à la clé.

Ce débat public n'est pas prévu pour agir sur le projet tant controversé de stockage souterrain des pires déchets radioactifs, mais pour faire accepter la future poubelle atomique avec tous ses risques majeurs et prévisibles.

Il permettra uniquement de recueillir (et d'encadrer) toutes les questions et peurs que suscite BURE : "Ce n'est pas un référendum, mais une photographie," dit le président de la Commission du débat public fin 2012.

Faire croire à la population qu'elle a son mot à dire, aujourd'hui, relève de la supercherie.

C'est la raison pour laquelle les associations :

- Burestop 55 (collectif Meuse contre l'enfouissement des déchets nucléaires),
- BZL (Bure Zone Libre),
- EODRA (association des élus opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs),
- Les Habitants vigilants de Gondrecourt-le-Château,
- Mirabel Lorraine Nature Environnement,
- Meuse Nature Environnement,
- NPA Meuse,
- ATTAC Meuse

ont décidé de ne pas y participer, que ce soit à la rédaction des cahiers d'"acteurs", aux 15 réunions publiques, aux réactions sur le site internet spécifique, ...

Pour autant elles ne seront pas inactives. Diverses actions sont prévues car nous voulons agir en dénonçant vivement ce nouveau rendez-vous de dupes.

Vous serez -ou non- contacté par la Commission Particulière du Débat Public en temps qu'association ou organisation, pour participer à ce débat public. Nous souhaitons échanger avec vous à ce sujet, par téléphone ou rencontre.

Il nous apparaît crucial aujourd'hui de faire entendre nombreux et notre refus de ce faux espace démocratique et notre refus de l'enfouissement de ces poisons nucléaires qui nous concernent tous.

Le temps est compté car l'Etat doit délivrer le feu vert du chantier Cigéo/Bure après 2015.

Nous appelons à boycotter ce débat public et à le faire savoir.

Si vous souhaitez faire partie de la liste des signataires de notre appel à boycott, contactez-nous !

Nous restons à disposition pour tout échange à ce sujet.

Avec nos cordiales salutations,

- - - - -

CONTACTS :

Burestop 55 : non-a-bure55@orange.fr - 06 86 74 85 11

Bure Zone Libre : 03 29 45 41 77

EODRA : 06 16 27 14 91

Mirabel Lorraine : 03 29 75 19 72 - 09 81 98 30 12